

ANNEXE VI AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION CADRE DE REPONSE TECHNIQUE (CRT)

Expertise indépendante de la solution de vote électronique du ministère de l'Intérieur pour les élections professionnelles 2026

AVERTISSEMENT

Toute documentation commerciale généraliste ou à visée publicitaire est proscrite du mémoire technique de présentation de l'offre du candidat.

L'offre technique du candidat doit prendre en compte les éléments du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dans leur intégralité. Cette offre technique doit respecter le plan proposé par le cadre de réponse technique (CRT) et développer au moins les points détaillés dans ce CRT. Le candidat peut choisir d'ajouter des sous-chapitres complémentaires pour enrichir sa réponse.

Le CRT intégralement renseigné par le candidat complète et précise, sans y contrevenir, le CCTP. Il permet au candidat d'établir la qualité de son offre et l'adéquation de cette dernière aux exigences du marché sur les plans fonctionnel, organisationnel et technique.

De manière générale, le CRT intégralement renseigné comprend tous les éléments nécessaires à l'acheteur pour évaluer la qualité technique de l'offre conformément aux critères de sélection fixés par le règlement de la consultation.

Le candidat peut aussi ajouter tout document qu'il estime propre à permettre une meilleure appréciation des renseignements fournis, sans dépasser un maximum de trente (30) pages pour l'ensemble de ces compléments. Tout renvoi à un autre document, joint au dossier, doit préciser le nom du document, la page concernée et la section concernée.

Le mémoire technique du candidat suit le plan décrit ci-dessous.

I - PERTINENCE DE L'APPREHENSION DU CONTEXTE ET DES ENJEUX PAR LE CANDIDAT

Le candidat est tenu de :

- fournir une interprétation synthétique du contexte du projet ;
- fournir une interprétation synthétique des enjeux techniques du projet.

Le candidat doit préciser, en outre, la liste des documents et informations dont il considère que la communication par l'administration est indispensable à sa prise de connaissance optimale du périmètre du projet, des données des scrutins et de la solution de vote électronique (SVE) mise en œuvre par le « titulaire de l'accord-cadre relatif à la solution de vote électronique ».

II - QUALITE DU DISPOSITIF ORGANISATIONNEL PROPOSE PAR LE CANDIDAT

II. 1 QUALITE DU PILOTAGE DE L'ACCORD-CADRE

Le candidat doit :

- décrire les modalités proposées pour le pilotage du projet (organisation, comitologie, outils, etc.) ;
- décrire le processus de rédaction et de contrôle de la qualité de ses livrables.

II.2 QUALITE DU PROCESSUS MIS EN ŒUVRE POUR ASSURER L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le candidat doit :

- décrire le processus proposé pour assurer la prestation 1 de prise de connaissance et de suivi du projet (organisation, méthodologie et contenu) ;
- pour la prestation 2 d'expertise préalable indépendante de la SVE :
 - proposer un planning d'exécution prévisionnel détaillé ;
 - décrire le processus proposé pour assurer la prestation (organisation, méthodologie et contenu).

L'administration portera une attention particulière à la réponse du candidat sur ce point ;
- décrire le processus proposé pour assurer la prestation 3 de contribution à la cellule de supervision technique et d'expertise finale (organisation, méthodologie et contenu).

III - QUALITE DES MOYENS MIS EN ŒUVRE POUR ASSURER LE RESPECT DES CONTRAINTES REGLEMENTAIRES DE L'ADMINISTRATION

Au titre des prestations 2 et 3 (pour l'expertise finale), le candidat doit fournir les trois modèles de grilles de conformité sur la base desquelles il rédigera, s'il est retenu, un rapport d'expertise

préalable ainsi que le rapport final sur la SVE mise en œuvre pour les élections professionnelles de 2026 du ministère de l'Intérieur :

- grille de conformité à l'ensemble des articles R. 211-503 à R. 211-584 du code général de la fonction publique (CGFP) ;
- grille de conformité à l'ensemble des recommandations de la délibération de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) n°2019-053 du 25 avril 2019 portant adoption d'une recommandation relative à la sécurité des systèmes de vote par correspondance électronique, notamment via internet [référence à actualiser selon la recommandation CNIL en vigueur] ;
- grille de conformité aux exigences posées par le cadre réglementaire du référentiel général de sécurité (RGS) version 2.0.

IV - QUALITE, PERTINENCE, EFFICACITE ET DISPONIBILITE DES MOYENS HUMAINS

IV.1 QUALITE DU DIMENSIONNEMENT ET DE LA DISPONIBILITE DES PROFILS PROPOSES

Le candidat doit préciser le nombre d'expert(s) qu'il affectera à l'exécution de chacune des prestations du marché. Si le candidat s'engage à ne faire intervenir qu'un unique expert pour la totalité des prestations du marché, il confirme expressément cet engagement dans sa proposition. Si plusieurs experts sont impliqués, le candidat doit identifier clairement l'expert principal chargé de coordonner l'exécution des prestations.

En tout état de cause et quelles qu'en soient les caractéristiques quantitatives et qualitatives, le candidat doit expliciter et justifier le choix qu'il a arrêté relativement à l'organisation des ressources humaines qu'il mobilise.

Pour chaque expert proposé, le candidat doit fournir un curriculum vitae et préciser :

- au titre de quelle(s) prestation(s) cet expert proposé doit intervenir et avec quel statut : « titulaire » ou « suppléant » ;
- le degré de disponibilité de cet intervenant.

IV.2 QUALITE DES PROFILS PROPOSES

Le candidat doit fournir des références pour chaque profil proposé dans son offre en matière d'expertise préalable et indépendante d'une SVE soumise aux dispositions des articles R. 211-503 à R. 211-584 du CGFP et de la délibération CNIL n°2019-053 précitée [à actualiser selon la recommandation CNIL en vigueur].

Ces références doivent porter sur des systèmes de vote électronique d'au moins deux prestataires différents.

Cette liste précise au minimum :

- année de l'expertise ;
- identification du client ;
- identification du prestataire de la SVE ;
- chiffres significatifs de l'expertise : nombre de scrutins, nombre de bureaux de vote électroniques et de bureaux de centralisation du vote électronique, nombre d'électeurs.